

LE MONDE CHANGE

avec les Verts

CHANGEONS

LE MONDE

SE RÉAPPROPRIER
LES GRANDS CHOIX
DE SOCIÉTÉ
RÉORIENTER
ET RECONVERTIR
L'ÉCONOMIE
RELOCALISER
LES ACTIVITÉS
REDISTRIBUER
LES RICHESSES

2007

L'ÉCOLOGIE
Les Verts 

LE MONDE CHANGE

avec les Verts

CHANGEONS LE MONDE

Attaqués contre les droits démocratiques, insécurité sociale croissante, dégradation des services publics et recul de l'État-providence sous l'effet de politiques soumises aux diktats d'une adaptation de notre société aux exigences de la mondialisation libérale, c'est le résultat des politiques libérales et sociales libérales menées depuis des années à des degrés divers. Voilà 4 ans maintenant que la droite est revenue aux affaires, ce sont quatre ans qui n'ont fait qu'aggraver la situation, 4 ans de reculs aussi dans le domaine environnemental, avec un gouvernement qui s'est érigé en syndicat des lobbies de la chasse, des bétonneurs du littoral, de la route, de l'industrie chimique, du nucléaire, des OGM, et qui brille par son inaction face aux changements climatiques et à la crise de l'énergie. 4 ans de contre-réformes.

Cette entreprise de démolition a été menée avec constance, en dépit des oppositions qu'elle n'a cessé de rencontrer parmi les classes défavorisées et une partie des classes moyennes, grandes victimes de cette politique, ce qui montre le peu de cas que ce gouvernement fait de la démocratie. Mais pouvons-nous en douter ?

Lorsque nos dirigeants ne cessent de marteler, jour après jour, et les media derrière eux, que c'est l'économie qui commande et que le politique ne peut rien faire, si ce n'est à la marge, il n'est pas étonnant que la politique suscite une défiance croissante chez le citoyen.

Et pourtant, contrairement à ce que l'on entend souvent, nos concitoyens manifestent en maintes circonstances leur intérêt pour le débat et pour l'action collective. Et ce, même s'ils le font en dehors des partis politiques et des institutions : ainsi, les banlieues défavorisées ne sont pas seulement des lieux de désespérance, elles témoignent souvent d'une grande richesse d'initiatives. Ou regardons avec quel "appétit" de débat la société s'est saisie du projet de traité constitutionnel pour l'Europe, ou encore l'intérêt que suscitent les projets d'aménagement et les choix publics qui touchent à notre vie quotidienne.

On parle beaucoup de la crise de la politique. Pourtant, face aux urgences actuelles, nous avons besoin plus que jamais de politique. Ce qui est en cause en réalité, c'est notre modèle étriqué de démocratie représentative qui érige un mur entre "dirigeants" et "dirigés" et qui a peur des citoyens conscients. C'est le politique lui-même qui se discrédite, lorsqu'il s'efface devant l'économie et les experts, censés dicter les seules solutions possibles, en l'absence de tout débat démocratique. Si, en effet, il n'y a qu'une seule réponse possible, s'il n'y a plus de projet, à quoi sert donc le politique ?

Nous ne voulons plus de cette politique-là. Nous voulons donner à la politique le rôle qui devrait être le sien dans la société : donner du sens à notre vie commune, permettre à chacune et à chacun d'entre nous de se retrouver dans une aventure collective. Pour cela, la politique ne peut plus rester le domaine réservé



de professionnels de la politique, elle doit être largement partagée : c'est pourquoi les citoyens doivent se réapproprier le pouvoir de décision.

Rendre ce pouvoir au citoyen, c'est d'abord lui assurer une vie décente, car personne ne peut remplir vraiment son rôle de citoyen s'il vit dans l'angoisse du lendemain, c'est reconnaître sa dignité et sa valeur quelle que soit sa situation.

C'est donner à une vie associative riche et indépendante les moyens de se développer.

C'est aussi préserver et développer les services publics, en démocratiser profondément la gestion, au plus près des personnes intéressées.

C'est refuser que le travailleur perde sa qualité de citoyen lorsqu'il franchit la porte de l'entreprise.

C'est instaurer à tous les niveaux la démocratie participative, en permettant à chacun de participer à l'élaboration des décisions qui le concernent, c'est accepter les débats publics contradictoires sur toutes les grandes questions de société, au lieu de décider dans le secret.

C'est démocratiser les institutions de notre République, renforcer la décentralisation en lui donnant des règles claires et les moyens réels de son exercice, généraliser les

évaluations des politiques publiques et rendre compte aux citoyens de l'action de ses élu-e-s.

C'est enfin aller vers une VI^e République par la voie d'un referendum. Il est temps en effet que la parité entre hommes et femmes soit une réalité, que le renouvellement de nos représentants soit assuré par une limitation drastique du cumul des mandats, que notre Parlement accueille la diversité des opinions grâce à des élections proportionnelles, que les citoyens aient un droit d'initiative législatif auprès d'un Parlement renforcé. Il est temps enfin que politique rime avec éthique grâce à la réforme du statut pénal du chef de l'Etat.

UNE VI^e RÉPUBLIQUE PAR LA VOIE D'UN REFERENDUM CONSTITUTIONNEL

Nous voulons promouvoir cette autre conception de la politique. L'approfondissement de la démocratie conditionne aujourd'hui la capacité de la société à maîtriser son avenir, au lieu d'être le jouet des forces économiques dominantes.

II

Répondre aux urgences

I l n'y a pas de temps à perdre. Notre société est confrontée à des urgences environnementales, sociales et démocratiques.

Urgence environnementale à l'échelle planétaire, avec les changements climatiques dus aux émissions de gaz à effet de serre, dont nous commençons à ressentir les conséquences dramatiques ; avec les prémices de la fin de l'ère du pétrole et de l'énergie à bon marché ; avec les pollutions qui dégradent les milieux de vie, jusqu'aux points les plus reculés de la terre ; avec la disparition accélérée des espèces animales et végétales qui, par son ampleur, s'apparente à une nouvelle grande extinction ; avec les risques pour l'alimentation et la santé des sociétés humaines, résultant de l'appropriation par quelques firmes multinationales des biens communs comme l'eau, les ressources naturelles et les tentatives de mainmise sur le vivant, comme en témoignent les combats sur les brevets et sur les OGM ; menaces encore liées à la fuite en avant du nucléaire, où les fins civiles et militaires sont étroitement liées.

L'avenir ne sera soutenable pour tous les habitants de la planète que si une décroissance de l'empreinte écologique des pays riches est amorcée : décroissance de l'exploitation des ressources non renouvelables, des profits et des revenus des 20 % les plus aisés, de la fabrication et de la vente d'armes, du gaspillage énergétique, des transports routiers et aériens...

Urgence sociale, avec la généralisation progressive de la précarité économique et sociale et l'attaque en règle contre le code du travail, le développement de nouvelles pauvretés et des mécanismes d'exclusion, en particulier pour l'accès au logement, à l'éducation et aux soins, la dégradation et la privatisation des services publics, le

recul des protections sociales et des dispositifs de solidarité. Les capacités publiques d'intervention sont menacées par la pression croissante qui s'exerce sur les ressources de l'Etat et des autres collectivités publiques, pour deux raisons principales : la diminution de la fiscalité sur les entreprises, conséquence de la liberté de circulation des capitaux, qui met en concurrence les uns avec les autres et conduit à un alignement des taux d'imposition vers le bas ; la réduction spectaculaire de la part des salaires par rapport à celle des profits au cours des 20 dernières années, qui a réduit d'autant les rentrées fiscales et les cotisations assises sur les salaires et sur la consommation.

Urgence démocratique, face aux politiques et aux lois liberticides de ces dernières années, qui réduisent les droits de la défense, organisent la discrimination entre les différents groupes sociaux en s'attaquant prioritairement aux plus faibles et en s'efforçant d'opposer les pauvres entre eux, coupent les vivres aux associations facteurs de lien social, abandonnent les politiques préventives au profit des réponses policières répressives, comme on l'a vu avec l'instauration de l'état d'urgence dans les banlieues défavorisées, engage une politique de l'immigration indigne, au mépris des droits des travailleurs migrants et de leurs familles.

Cette situation appelle des réponses urgentes.

Bien sûr, il nous faudra revenir sur les réformes régressives imposées par ce gouvernement, mais cela ne peut

tenir lieu de projet. Au fond, la question à laquelle nous sommes confrontés et qui fait débat entre les écologistes et les différents courants de la gauche est la suivante, c'était déjà la même en 1997 et en 2002 : pouvons-nous régler les grands problèmes du monde actuel dans le cadre d'un système économique mû par la seule logique du profit et qui tend à transformer tout ce qu'il touche en marchandise, jusqu'à la culture et l'air que l'on respire, un système qui érige en valeur suprême la concurrence de tous contre tous, qui méprise la peine des êtres humains comme la beauté de la nature, pourvu qu'il y ait quelque argent à prendre ? Pouvons-nous nous contenter d'aménager ce système qui montre tous les jours sa faillite, afin de le rendre plus acceptable, ou faut-il rompre progressivement, mais résolument, avec sa logique, en opposant la volonté politique à la fatalité économique ? Pour nous, c'est cette dernière voie qu'il faut prendre, et c'est l'objet des propositions que nous faisons pour la prochaine législation.

L'origine des crises, en France comme dans les autres pays européens et dans le reste du monde, réside en effet dans notre modèle de développement lui-même. Ce modèle de développement capitaliste détruit toutes les barrières à la libre circulation des capitaux et des marchandises ; il couvre désormais la terre entière et met en concurrence les travailleurs des différents pays, tendant à aligner les salaires et les conditions de travail vers le bas. C'est ce qui explique qu'une partie des salariés s'appauvrit, au moment même où les profits des grandes firmes

atteignent des niveaux records. Les exemples de ces gaspillages peuvent être cités à profusion : multiplication des transports inutiles, lorsque les différents constituants d'un pot de yaourt traversent l'Europe entière avant d'aboutir sur les étals du supermarché ; ou encore, subvention d'une main à des activités polluantes, tandis que de l'autre on dépense des sommes importantes pour traiter la pollution. Où est, dans tout cela, la création de richesses pour la société ?

Nous devons nous attaquer à ce modèle de développement qui a fait son temps, en réorienter radicalement les objectifs pour aller vers une société économe de ses ressources, plaçant le développement de l'être humain au cœur de ses finalités, en agissant pour cela à toutes les échelles d'intervention possibles : au niveau mondial, européen, national et local. Nous sommes porteurs de ce projet de transformation.

Pour cela, l'action publique est indispensable, mais elle ne suffit pas, elle ne peut réussir que si elle s'appuie sur l'action consciente des citoyens, sur les mobilisations altermondialistes qui se développent dans les différents pays, sur l'action des syndicats dans l'entreprise, sur le tissu associatif, sur les initiatives dans les quartiers, sur les comportements civiques de chacune et de chacun d'entre nous dans tous ses gestes quotidiens.

La société ne se change pas par décret, le changement sera une œuvre collective : le changement que nous voulons est l'affaire de tou-te-s.

UNE DÉCROISSANCE DE L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DES PAYS RICHES

UNE SOCIÉTÉ DE SOBRIÉTÉ

POUR L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les Verts veulent mettre l'écologie au cœur de toutes les politiques publiques – énergie, transports, aménagement du territoire, protection de la nature, santé, agriculture, etc. – afin de tendre vers une société plus sobre et plus économe en ressources pour réduire notre empreinte écologique. Les grandes décisions publiques doivent être guidées par les principes de précaution et de prévention au lieu de se borner à réparer les dégâts d'un mode de développement dévastateur.

SORTIE DU NUCLÉAIRE D'ICI 2030

MENACE grandissante d'actes de malveillance et dangers de la prolifération nucléaire sur la paix internationale... l'indépendance énergétique de l'Europe ne peut pas passer par le nucléaire. Comme cela a été fait en Allemagne, les Verts proposent de programmer la sortie du nucléaire. La mise en place d'un plan d'économies d'énergie ambitieux, combiné au développement des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie...), permettra d'aboutir à une fermeture progressive de toutes les centrales d'ici 2030. Sortir du nucléaire, c'est renoncer à produire des déchets dont certains resteront radioactifs pendant des milliers d'années. Les Verts se prononcent contre leur enfouissement irréversible et pour la fermeture du site de Bure.

REPLACER LA LOI RELATIVE À LA SOLIDARITÉ ET AU RENOUVELLEMENT URBAINS (SRU) PAR UNE LOI DES RESSOURCES URBAINES ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES (RUES)

CETTE LOI aura pour objectif la réalisation de formes urbaines compactes en favorisant la densité écologique, intégrant et préservant à l'échelle des différents quartiers la diversité sociale et générationnelle des populations, la mixité via l'habitat, les emplois, les activités, les loisirs et les services aux habitants. Les formes urbaines et les choix d'aménagement retenus devront privilégier les mobilités douces et les transports publics. Elle devront également intégrer de façon explicite les déplacements des piétons et des cyclistes, la place des enfants dans la ville et l'accès aux services pour les personnes handicapées et à mobilité réduite.

DIVISION PAR 4 DE L'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE D'ICI 2030

LE RÉCHAUFFEMENT climatique et la crise de l'approvisionnement pétrolier sont à traiter d'urgence. La consommation en énergie fossile (pétrole, gaz, charbon...) doit être significativement réduite d'ici 2030 afin de diviser par quatre l'émission de gaz à effet de serre. Pour relever le défi, les Verts proposent d'avancer sur tous les fronts : énergie, transport, habitat, industrie, agriculture... Une planification décentralisée de la réduction des gaz à effet de serre (GES) sera mise en œuvre en impliquant toutes les collectivités territoriales. Un plan climat ambitieux englobera la totalité du secteur industriel et agricole et ne tolérera plus aucune exemption comme c'est le cas actuellement.

UN SYSTÈME DE SANTÉ REPENSÉ

MALGRÉ des dépenses croissantes, notre système de santé est incapable de faire face aux grandes épidémies d'aujourd'hui : cancer, obésité, allergies... Notre système est uniquement axé sur le soin et ne se préoccupe pas des causes des maladies. C'est pourquoi les Verts proposent de refonder le système sur trois piliers : soins, environnement et éducation. Ils proposent une nouvelle démocratie sanitaire : les usagers éliront leurs représentants et le financement du système sera assuré par tous les revenus, pas seulement ceux des salariés. Pour sauvegarder le principe de solidarité face aux menaces des assurances privées, il faut aujourd'hui une réforme de même ambition que celle de la création de l'assurance maladie en 1945.



RETOUR À UNE GESTION PUBLIQUE DE L'EAU

L'EAU patrimoine mondial de l'humanité, doit non seulement être économisée et faire l'objet d'une protection renforcée, mais également revenir à une véritable gestion publique, notamment sous forme de régie directe. Or actuellement 80% de sa distribution est aux mains des multinationales. Ces entreprises pratiquent des prix supérieurs aux opérateurs publics et réalisent des profits colossaux alors que les coûts d'investissements restent à la charge des contribuables.

PLAN D'URGENCE POUR LES TRANSPORTS

LES TRANSPORTS constituent un enjeu majeur du point de vue de notre dépendance pétrolière (65% des produits pétroliers) et de l'émission de gaz à effet de serre (28 % pour le CO₂). L'instauration d'un plan d'urgence pour les transports aura pour objectif de rattraper le retard très important pris par le secteur ferroviaire vis-à-vis de la route et de réduire les déplacements contraints. Les Verts demandent le doublement des budgets consacrés aux transports collectifs et interrégionaux ainsi que la création d'un fonds national d'aide à l'innovation en matière de mobilité. Au-delà de ces dispositifs, les Verts veulent porter une série de mesures au niveau européen : harmonisation de la fiscalité sur le gazole, développement d'un service public ferroviaire européen, plan de reconversion pour les routiers, réduction rapide des normes de pollution applicables aux véhicules...

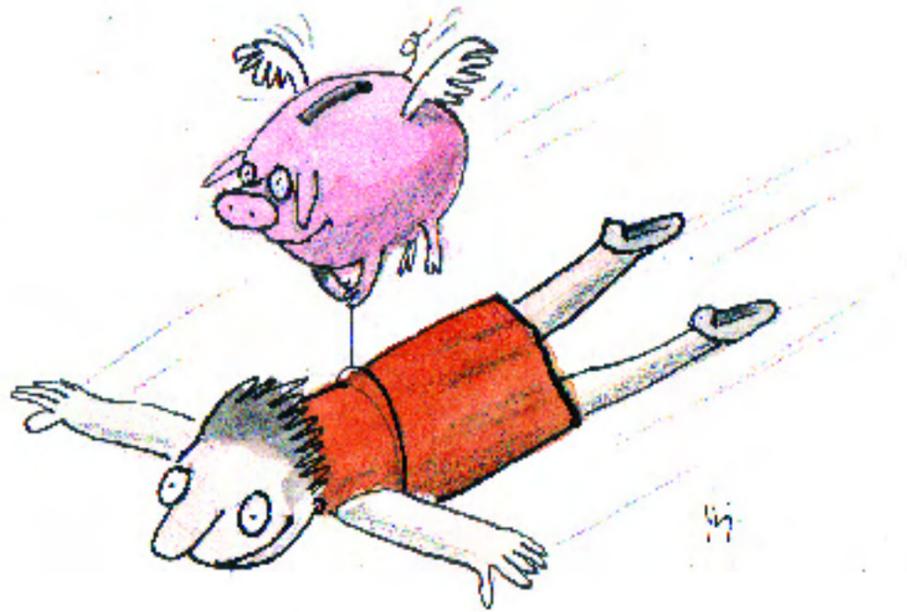
ABANDON DES PROJETS DESTRUCTEURS DE MILIEUX NATURELS ET SOUTIEN À TOUS LES PROJETS D'ESPACES NATURELS PROTÉGÉS

FACE AU RYTHME sans précédent d'extinction des espèces, des mesures urgentes de protection s'imposent afin que cesse d'ici 2010 toute perte de biodiversité. Pour cela, il faut stopper le mitage et la segmentation du territoire, ainsi que l'artificialisation des milieux. Les Verts réclament l'abandon des projets destructeurs d'espace naturels, comme le port d'extension du Port Autonome de Nantes-Saint-Nazaire, et divers projets autoroutiers (l'A51, l'A24, l'A32, l'A831, etc.). Tous les projets d'espaces protégés, sur les terres comme sur le littoral (Parcs Nationaux, Parc Naturel de la Mer d'Iroise, des Calanques de Marseille, Zones Natura 2000 en Camargue, Var...) doivent être soutenus, de même que des projets de renaturation (littoral haut normand, réestuarisation de fleuves côtiers, etc.). Il faut combler les manques législatifs et réglementaires sur le paysage, la forêt et le bois, la protection animale et la faune sauvage. Les Verts veulent l'instauration de deux lois-cadres sur la protection et la restauration de la nature ainsi que l'écologisation des politiques sectorielles.

POUR UNE CONVERSION ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE ET UNE SOCIÉTÉ DE PLEINE ACTIVITÉ

La décroissance de l'empreinte écologique passe par la relocalisation des activités économiques et par la mise en place d'une écofiscalité plus exigeante, qui généralise, aux entreprises comme aux particuliers, le principe de pollueur/ payeur.

Pour les Verts, il faut bâtir une société de « *pleine activité* » et tendre vers un revenu d'existence pour tous, afin de garantir une réelle autonomie des personnes, sécuriser les parcours et reconnaître l'apport de chacun à la collectivité à travers toutes sortes d'activités sociales. Les entreprises publiques, dont la gestion doit être profondément démocratisée, et les différentes formes d'économie sociale et solidaire seront les principaux vecteurs de ces transformations.



RÉHABILITER L'IMPÔT POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS ÉCOLOGISTE

DEPUIS L'AN 2000, les baisses d'impôt n'ont profité qu'aux plus riches renforçant ainsi les inégalités au sein de la société française. Les taux d'imposition sur le revenu seront rétablis à leur niveau de l'an 2000. Les entreprises du CAC 40 ont réalisé 85 milliards de profits en 2005. L'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises sera donc augmenté afin que les profits soient répartis plus équitablement et qu'ils ne soient pas accaparés par les seuls actionnaires. Les entreprises qui opèrent des licenciements collectifs alors qu'elles réalisent des bénéfices acquitteront une contribution spécifique sur leurs résultats. Une part de la taxe professionnelle sera assise sur l'empreinte écologique des entreprises. Leurs investissements en énergies renouvelables ou en économies d'énergies bénéficieront d'exonérations dans le calcul de l'impôt sur les sociétés (IS).

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET LES PETITES ENTREPRISES

L'ÉCONOMIE sociale et solidaire porte des initiatives locales ancrées dans les territoires capables de répondre aux nouveaux besoins sociaux et de faire émerger un autre mode de développement centré sur les personnes et non sur le profit. Une loi cadre fera par exemple la promotion de la transmission aux salariés des entreprises dont le responsable part en retraite. Afin d'encourager l'initiative sur les territoires, tout créateur d'entreprise pourra bénéficier des droits sociaux des salariés pendant les trois premières années et sur les 2 000 premiers euros de sa rémunération.

ALLOCATION D'AUTONOMIE POUR LES 18-25 ANS, ET PRIME SALARIALE POUR LES TEMPS PARTIELS INFÉRIEURS À UN MI-TEMPS

LES FEMMES et les jeunes sont les plus touchés par le chômage, la pauvreté et la précarité. Plus d'un million de personnes, dont 80 % de femmes, travaillent en France pour obtenir un salaire inférieur au seuil de pauvreté. Il sera créé une prime salariale pour les premières heures des contrats à temps partiels afin d'inciter les employeurs à signer des contrats d'au moins 20 heures. Ainsi tout employé à mi-temps sera assuré de toucher au minimum les deux tiers du Smic. Ce dernier sera porté à 1500 euros nets. Avec l'allocation d'autonomie, les jeunes ne seront plus obligés d'accepter des petits boulots qui nuisent à la qualité de leurs études.

CONDITIONNER LES 22 MILLIARDS D'EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES

AUJOURD'HUI, les entreprises bénéficient de 22 milliards d'exonérations de cotisations sociales sans contrepartie, en particulier sur l'emploi. Ces exonérations doivent être conditionnées, dans les entreprises de moins de 20 salariés, à la mise en place des 35 heures avec embauches compensatoires, et au passage de contrats à temps partiel contraint à des contrats à plein temps. Dans les entreprises ayant déjà mis en place les 35 heures, elles doivent être conditionnées à une "note sociale et environnementale" obtenue par l'entreprise.

POUR LES MÊMES DROITS SUR TOUT LE TERRITOIRE

Le projet des Verts revendique les mêmes droits pour tou-t-es sur tout le territoire, par la lutte contre les discriminations, par des politiques garantissant l'accès au logement, à la santé et à l'éducation. La révolte de novembre 2005 est le révélateur d'un apartheid urbain et social dont l'éradication doit être l'un des objectifs essentiels d'une politique de transformation de notre société.

SORTIE DE LA LOGIQUE SÉCURITAIRE ET DISCRIMINATOIRE

LES VERTS veulent l'abrogation de l'ensemble des textes législatifs liberticides adoptés depuis 2001, qu'ils concernent les gens du voyage, les prostitué-e-s, les populations immigrées, les jeunes... Un système législatif respectueux des droits de chacun-e dans notre société doit remplacer ces dispositions qui accentuent les discriminations. Le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections fait partie des mesures dont les Verts veulent la mise en place le plus rapidement possible. Ils considèrent également que la politique de l'immigration ne doit plus être sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.

UNE LOI-CADRE CONTRE LES VIOLENCES DE GENRE

UNE LOI CADRE contre les violences de genre sanctionnera toutes les sortes de violences faites aux femmes (violences physiques et morales, viols, harcèlement au travail, mariages forcés, mutilations), permettra un travail de prévention-sensibilisation et assurera la protection ainsi que l'insertion des victimes. En outre, un ministère des Droits des Femmes coopèrera avec les secteurs de la santé, de l'éducation, du travail et de l'immigration pour répondre aux aspirations des femmes dans tous les domaines.

DÉPÉNALISER LE CANNABIS NE PAS CRIMINALISER LES USAGERS DES AUTRES DROGUES

LES VERTS veulent rompre avec l'hypocrisie : l'incarcération et la criminalisation de milliers d'usagers de drogue ne peut en aucun cas constituer une réponse à un problème de santé publique. C'est la raison pour laquelle ils demandent que le cannabis soit légalisé et que les autres drogues soient dépénalisées afin de mettre en place une politique de réduction des risques qui ne juge pas les usagers, mais les accompagne, selon leurs besoins.

SOUTENIR LA RECHERCHE ET L'OUVRIR AUX BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

UNE RECHERCHE de qualité, répondant durablement aux défis de la connaissance et des besoins non-marchands de la société exige un effort financier continu. Les Verts veulent atteindre l'objectif des 3% du PIB consacré à la recherche dès le début de la mandature, dans le cadre d'une loi qui programmera un flux régulier de recrutements non précaires. Le rôle de l'Agence Nationale de la Recherche sera redéfini. Elle apportera un financement complémentaire pour des recherches dont les thématiques seront décidées démocratiquement.

DROIT AU MARIAGE ET À L'ADOPTION POUR LES COUPLES DE MÊME SEXE

LES VERTS ont toujours été à la pointe de ce combat qui relève du simple principe de l'égalité des droits : la situation actuelle constitue une discrimination de fait. Ils demandent donc que l'égalité des droits soit effective, devant le mariage comme l'adoption, pour toutes et tous, que les personnes soient hétérosexuelles, homosexuelles ou transsexuelles. De plus, les nouvelles formes de familles doivent être prises en considération pour offrir une possibilité de tutelle de l'enfant par le ou la partenaire de vie du parent en ayant la garde.

INSCRIPTION DU DROIT AU LOGEMENT DANS LA CONSTITUTION ET CONSTRUCTION D'UN MILLION DE LOGEMENTS SOCIAUX DURANT LA MANDATURE

ALORS que toujours plus de personnes ont des difficultés à trouver un toit, de nombreux logements restent vacants. C'est la raison pour laquelle le droit au logement doit être inscrit dans la Constitution. En priorité, les Verts proposent de réhabiliter l'habitat insalubre et de construire un million de logements sociaux et écologiques durant la mandature.

SUPPRESSION DE LA PUBLICITÉ SUR LES CHÂNES DE TÉLÉVISION PUBLIQUE

IL FAUT LIBÉRER le service public de la pression des annonceurs. La publicité porte atteinte aux capacités d'autonomie, aux objectifs de qualité et à la capacité des chaînes publiques à s'ériger en contre modèle fort face aux groupes audiovisuels privés. Cette suppression s'accompagnera d'une taxe sur la publicité des chaînes privées ayant le double objectif de compenser le supplément de marché publicitaire dont les télévisions commerciales bénéficieront du fait de cette interdiction et d'alimenter un fonds de soutien aux chaînes publiques et aux télévisions du tiers secteur.

DONNER À L'UNIVERSITÉ LES MOYENS DE SON AMBITION

LES VERTS souhaitent aligner le financement par étudiant sur les standards internationaux. Ceci permettra de relever le taux d'encadrement en personnels administratifs et techniques, ainsi que de ramener les enseignants chercheurs à 150h d'enseignement ou de faire preuve d'initiative pédagogique pour casser la spirale d'échec en premier cycle. De plus, un plan d'investissement immobilier (intégrant la norme HQE) permettra de restaurer les locaux vétustes et de réaliser un plan d'urgence de construction de résidences étudiantes.

LUTTE CONTRE LA SURPOPULATION CARCÉRALE

NOUS DEVONS limiter le nombre des prisonniers et ne pas dépasser nos capacités carcérales grâce à l'instauration d'un numerus clausus. Les conditions de vie effroyables dans les prisons françaises, souvent pointées du doigt par des organisations internationales comme le Conseil de l'Europe, induisent des problèmes qu'elles sont censées résoudre (récidive, etc...). Outre une réflexion sur les peines de substitution, il faut utiliser à plein les dispositifs alternatifs permis par la loi comme les amendes, les jours-amendes, les travaux d'intérêt général, le sursis avec mise à l'épreuve, etc.

SOUSSION À UN REFERENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE DES OPÉRATIONS DE DÉMOLITION/ RECONSTRUCTION D'FLM EN BANLIEUE ET GARANTIE DE RECONSTRUCTION

TOUTE opération de démolition-reconstruction doit être soumise à un référendum local, afin que les populations puissent bénéficier d'un droit de veto sur la question. De tels référendums sont tout à fait possibles, puisque des communes comme Arcueil ou Gentilly en ont déjà effectué. Ces opérations de démolition/reconstruction font régulièrement l'impasse sur une vraie concertation, au mépris des habitant-es. Or les cités ne sont pas des "ghettos" à "casser", mais des quartiers populaires avec leur histoire, leur culture, leurs difficultés mais aussi leurs potentialités. Il faut les dynamiser, pas les dynamiter.

MISE EN PLACE DE CONTRATS D'ÉDUCATION INNOVANTS SUR 200 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DÈS 2008

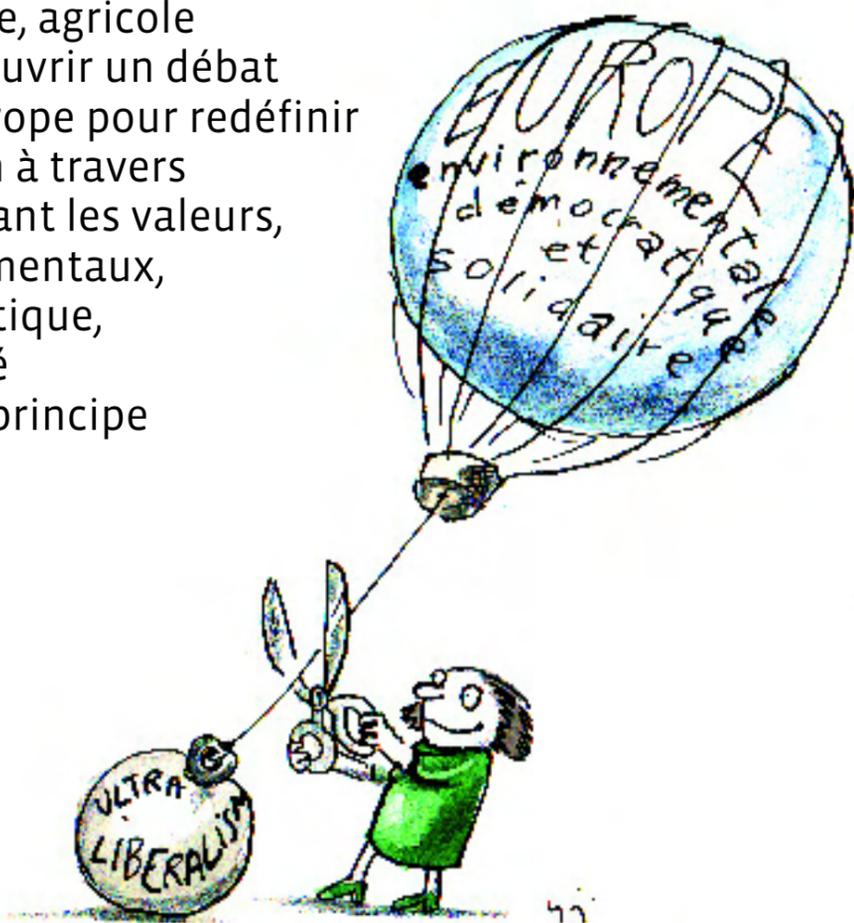
LANCÉS sur 200 établissements scolaires dès 2008, ces Contrats d'Éducation Innovants auront pour but de conforter et valoriser les expériences de terrain ainsi que de placer au cœur de la démarche pédagogique l'innovation, la prise en compte de la diversité comme facteur d'enrichissement et la valorisation de toutes les formes d'intelligence. Pour les Verts, les axes directeurs des projets ainsi portés devront être : le développement des activités culturelles et de la créativité dans l'enseignement, l'introduction à l'école de la culture du débat et de la recherche du consensus, le passage d'une logique de compétition à une logique de coopération, la mobilisation des parents au travers de projets pédagogiques, l'ouverture à la société et aux partenariats notamment avec les mouvements d'éducation populaire. Après évaluation, ces expériences auront vocation à servir de point d'appui à une réforme des enseignements et à être généralisées.



POUR REDONNER DU SENS AU PROJET EUROPÉEN

La relance de la construction européenne est inséparable de la définition d'un autre modèle de développement : celui d'une Europe écologique, sociale, démocratique et solidaire. Pour cela, il faut avancer dans deux directions : d'abord, réorienter profondément les politiques communautaires, donner une véritable reconnaissance aux services publics et affirmer

leur primauté sur le droit de la concurrence, protéger les droits sociaux et harmoniser la fiscalité, donner corps à une citoyenneté européenne pour tous les résident-e-s et mettre l'écologie au centre des politiques énergétique, agricole et de transport. Ensuite, ouvrir un débat citoyen à l'échelle de l'Europe pour redéfinir les fondements de l'Union à travers une Constitution définissant les valeurs, les droits humains fondamentaux, les règles du jeu démocratique, reconnaissant la primauté de l'intérêt général et du principe de précaution sur la fuite en avant productiviste.



LA FRANCE DEVIENDRA UNE RÉGION EUROPÉENNE SANS OGM

APRÈS LA LEVÉE du moratoire qui suspendait les cultures d'OGM en plein champ sur le territoire européen, la Commission européenne a autorisé la culture de certaines plantes OGM destinées à l'alimentation animale. Cependant, l'Autriche, l'Italie, et d'autres régions d'Europe se sont déclarées Régions Européennes sans OGM. Cet interdit porte uniquement sur les cultures d'OGM en plein champ, et ne touche pas les cultures en laboratoire.

La France deviendra une région européenne sans OGM, participera ainsi à la mise en place d'un rapport de force imposant à l'Union Européenne de devenir à son tour un espace sans OGM.

CITOYENNETÉ DE RÉSIDENCE RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS

LES VERTS s'élèvent contre la situation vécue par cette population de plus en plus fragilisée et précarisée, situation inacceptable au regard du respect des droits fondamentaux : droit de vivre en famille, droit au logement, à la santé, au travail, à la sécurité... Seule une régularisation permettrait de sortir de cet état de fait qui constitue une discrimination dont la violence est accrue par la politique gouvernementale mise en place aujourd'hui. En Espagne et en Italie, des initiatives de régularisation de grande ampleur ont été prises avec succès, prouvant que nous devons et pouvons agir sans attendre.

RÉFORME DE LA PAC

LES VERTS demandent la remise à plat de la Politique Agricole Commune afin que les primes soient attribuées de manière équitable à l'ensemble de la paysannerie européenne et modulées à partir de critères intégrant le respect du principe de précaution, la protection de la santé des consommateurs et de l'environnement. Les subventions doivent être attribuées par l'Union européenne en fonction des revenus des paysans et du volume de travail fourni dans les exploitations. Les Verts veulent défendre la souveraineté alimentaire au niveau international. Pour cela, l'agriculture doit sortir du champ de compétence de l'OMC et retrouver un statut de marché à part. Les Verts proposent de refuser le commerce de tout produit alimentaire dont le prix de vente sur le marché local est inférieur au prix de ce marché local.

MISE EN PLACE D'UNE TAXE TOBIN À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

DÉJÀ SOUMISE au vote du Parlement européen et refusée de justesse en raison de la défection de l'extrême gauche française, cette demande de régulation des flux financiers est l'une des revendications majeures de l'altermondialisme. Elle est aussi largement portée par les représentants des pays du Sud. En conséquence, cette proposition de taxe sur les flux du capital, hautement symbolique, doit être une des demandes fortes dans une dynamique de solidarité avec les peuples du Sud.

POUR UNE ALTERNATIVE À LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

Aujourd'hui, 1 % de la population mondiale détient à elle seule l'équivalent du revenu global des 57 % les plus pauvres.

2,8 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars US par jour et 1,2 milliard avec moins

de 1 dollar US par jour. Les Verts font le constat que loin de résoudre les problèmes de nombreux pays,

la mondialisation libérale des échanges de marchandises accroît inlassablement

le fossé Nord/Sud. Le projet des Verts est basé

sur la liaison indissociable entre coopération solidaire, immigration et commerce international. C'est pourquoi de profondes réformes sont nécessaires, notamment celle des institutions qui sont le bras armé de cette mondialisation inéquitable (OMC, ONU, FMI, G8), et avec elle, le développement d'une véritable politique de coopération solidaire.



UN SERVICE CIVIL VOLONTAIRE DE PAIX

LES VERTS demandent que le budget de la défense soit consacré à hauteur de 1% à la paix, la médiation, la prévention, la résolution des conflits, ainsi qu'à l'éducation à la paix et à la non-violence à l'école. Ils demandent la mise en place d'un service civil volontaire et rejettent l'idée d'un service civil obligatoire.

Les Verts préconisent une ambitieuse réforme de la défense : publication des accords de défense passés et présents ; fermeture des bases militaires françaises en Afrique ; instauration d'un vote préalable au Parlement à toute intervention militaire à l'étranger ; diminution des participations financières publiques aux sociétés d'armement ; droit syndical pour les militaires ; renégociation du traité de non prolifération nucléaire et engagement d'une politique de désarmement nucléaire unilatérale par la France.

ANNULATION INCONDITIONNELLE, IMMÉDIATE DE LA TOTALITÉ DU MONTANT DE LA DETTE EXTERNE DES PAYS LES PLUS PAUVRES ET PARTOUT OÙ ELLE EST INSUPPORTABLE

LES VERTS proposent la suppression du Club de Paris et l'instauration de règles du jeu équitables et transparentes grâce à un audit de la dette des pays du Sud vis-à-vis de l'Etat et des bailleurs publics français. Un traité international soldant le problème de la dette et instaurant un tribunal international de la dette doit être signé. Ce tribunal sera chargé d'appliquer de façon impartiale le droit international. En parallèle, les Verts demandent un gel des avoirs d'origine illicite des gouvernants du Sud.

UNE LOI D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION POUR UNE COOPÉRATION SOLIDAIRE

LES VERTS veulent une réforme complète de l'aide publique au développement pendant la mandature 2007-2012, avec un contrôle parlementaire et citoyen sur les finalités, le contenu et l'efficacité des aides accordées. Ils proposent d'augmenter ces aides de 150 % (pour atteindre 0,7 % du PIB), de renforcer la coopération de société à société (commerce équitable, micro-crédits, coopération décentralisée, ONG) et la création d'un fonds d'appui aux organisations de solidarité internationale. Les Verts souhaitent la création d'un livret d'épargne solidaire et la création d'un congé solidaire auquel tout migrant salarié aura droit afin de participer à une mission de coopération dans son pays d'origine.

RETRAIT UNILATÉRAL DE LA FRANCE DU G8 ET CRÉATION D'UN CONSEIL DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE, SOCIALE

LA FRANCE doit proposer de renforcer et réformer l'ONU en créant un Conseil de sécurité économique, financière et sociale. Il s'agira d'un premier pas vers un gouvernement économique mondial, où le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC seront transformés en agences de l'ONU. Les Verts veulent qu'un traité international de lutte contre les paradis fiscaux soit signé afin d'obtenir la levée du secret bancaire et que des mesures concrètes de lutte contre les délocalisations fiscales soient prises. Ils demandent la création d'une Organisation des Nations-Unies pour l'environnement dotée d'un pouvoir de sanction. Pour montrer sa détermination d'engager cette réforme des institutions internationales, la France se retirera unilatéralement du G8 directeur des pays riches.

Coordination :
Anne-Marie Billiotet
avec les groupes de travail
programme des Verts.
Dessins : Yann Wehring.
Mise en page : Géraldine Boyer.
Imprimerie : Presse Plurielle, Paris.

Nom

Prénom

Numéro, rue

Code postal

Commune

Téléphone

Courriel

Profession

Je souhaite recevoir deux numéros gratuits de **Vert**, le mensuel des Verts.

Je souhaite recevoir **Vert Electro**, la lettre électronique des Verts.

Je rejoins les Verts (ne pas envoyer d'argent, vous recevrez sous peu un courrier).

Coupon à renvoyer à :

Les Verts

Secrétariat national
247 rue
du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris
Téléphone
01 53 19 53 19
Télécopie
01 53 19 03 93
Site internet
www.lesverts.fr